NOUVEAUTÉS À LA BIBLIOTHÈQUE
15 mars 2017

DANS CE NUMÉRO

Cinq lectures pour comprendre ♦ Acquisitions récentes ♦ Gazette officielle du Québec, partie 2

CINQ LECTURE POUR COMPRENDRE…

La Bibliothèque vous propose une série bimensuelle, *Cinq lectures pour comprendre…* Elle vous suggère une sélection de documents traitant de sujets captivants et incontournables. Un résumé de chacun est présenté. Ces livres, essais et articles sont généralement disponibles à la Bibliothèque ou en ligne. L'ensemble constitue un portrait équilibré entre les différentes visions exprimées.

Aujourd'hui, nous vous proposons cinq lectures pour comprendre L'économie du partage

ACQUISITIONS RÉCENTES

ADMINISTRATION PUBLIQUE

1. Boudreau, Christian; Caron, Daniel J. **Les données ouvertes dans l'administration publique québécoise : Utilités, freins et pistes de solution.** Québec : CEFRIO, 2016. 23 p.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2mknm2F

« Prenant appui sur une vingtaine d'entretiens, […] la présente recherche examine les données ouvertes sous trois angles. Premièrement, elle aborde les utilités potentielles des données ouvertes, telles que perçues par les participants de l'étude. Deuxièmement, elle s'attarde aux conditions organisationnelles qui tendent à freiner la libération des données au sein de l'administration publique québécoise. Troisièmement, elle propose des pistes pour faciliter la libération de données ouvertes dans l'administration publique. »

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

2. CEFRIO. **Les services bancaires en ligne.** *NETendances 2016*. Vol. 7, no 4 (2016), p. 1-25.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2mTlykO

« Après une première mesure réalisée en 2015, CEFRIO réitère en dressant un portrait actualisé des usages numériques des services financiers des adultes au Québec. Il approfondit certaines thématiques, notamment les usages des Québécois en matière de paiement en ligne et de solutions de paiement en magasin ainsi que l'ajout d'un volet dédié aux services d'assurances en ligne. »

COMMERCE INTERNATIONAL

3. Paquin, Stéphane. **Fédéralisme et négociations commerciales au Canada : l'ALE, l'AECG et le PTP comparés.** S.l. : École nationale d'administration publique, 2017. 20 p.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2nmL5Ry

« Selon la Constitution et la jurisprudence canadienne, le gouvernement fédéral possède les pleins pouvoirs en ce qui concerne la conclusion de traités et la responsabilité du commerce international. Malgré cette situation, les provinces sont des acteurs de plus en plus importants sur les questions commerciales. […] Dans cet article, nous comparons la participation des provinces à trois négociations d'importance : l'ALE avec les États-Unis, l'AECG entre le Canada et l'Union européenne et le Partenariat transpacifique. »

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION

4. Belkaïd, Akram. **Désenchantement des Maghrébins au Québec.** *Le Monde diplomatique*. No 756 (mars 2017), p. 8-9.

« Accueillis par la Belle Province parce qu'ils sont diplômés et qu'ils parlent français, les immigrés originaires d'Algérie, du Maroc et de Tunisie rencontrent d'importantes difficultés pour échapper au chômage ou pour trouver un emploi correspondant à leurs compétences. Le débat tendu et récurrent autour de la question identitaire et l'attentat contre une mosquée de Québec en janvier ont aggravé leur mal-être. »

DROIT DE LA FAMILLE

5. Roy, Alain; Morin, Michel. **La célébration du mariage doit respecter les prescriptions du code civil du Québec, qu'elle revête ou non un caractère religieux.** *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*. Vol. 46, no 1 (2016), p. 183-203.

«Le ministre du culte habilité à célébrer le mariage a-t-il le devoir légal d'en déclarer l'existence au directeur de l'état civil de sorte à lui procurer les effets juridiques que la loi rattache au statut matrimonial ? Non, si l'on en croit le récent jugement de la Cour supérieure rendu dans l'affaire Droit de la famille - 16 244, 2016 QCCS 410. [...] Une telle interprétation prête flanc à la critique. Conjuguée à l'analyse du contexte juridique prévalant avant la réforme, l'étude des différents textes provinciaux et fédéraux qui gouvernent aujourd'hui la célébration du mariage confirme la volonté du législateur de maintenir le lien indissoluble entre les dimensions religieuse et civile des mariages célébrés par un ministre du culte. »

DROIT-ENVIRONNEMENT

6. Roy, Stéphanie. **La responsabilité civile en cas de déversement d'hydrocarbures : l'exemple d'Old Harry.** Montréal : Éditions Yvon Blais, 2016. 150 p.

« En prévision de l'adoption d'un régime québécois, cet ouvrage propose une étude des différents régimes de responsabilité civile applicables en cas de déversement dans le golfe du St-Laurent, dont le régime terre-neuvien. Pour analyser les forces et les faiblesses de ces régimes, l'auteure utilise comme point de comparaison le régime international de déversement d'hydrocarbures provenant des navires. Ce faisant, elle expose la répartition, entre les divers acteurs, des risques liés à l'exploitation des hydrocarbures d'Old Harry. »

ÉDUCATION

7. Delorme, François; Godbout, Luc. **S'instruire, c'est s'enrichir : le niveau de scolarité joue-t-il un rôle dans l'accès à la classe moyenne au Québec ?** Sherbrooke : Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, 2017. 24 p. (Cahier de recherche ; 2017/04).
Disponible en ligne : http://bit.ly/2nlJJXc

« Après être demeuré sous le radar public pendant des décennies, le thème de l'effritement de la classe moyenne est récemment revenu au centre des préoccupations politiques, économiques et médiatiques. […] Dans notre première étude, nous nous étions penchés sur les facteurs qui contribuent à l'accès à la classe moyenne. […] C'est dans cette optique que nous avons voulu pousser notre étude originale en tentant de valider la contribution de l'éducation dans le degré de participation à la classe moyenne en 1976 et 2011 »

ÉLECTIONS ET CONSULTATIONS POPULAIRES

8. Commission de la représentation électorale du Québec. **La carte électorale à l'image du Québec : étape II : proposition révisée de délimitation : second rapport.** Québec : Commission de la représentation électorale du Québec, 2017. 181 p.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2lUcCfY

« Le second rapport décrit la proposition révisée de délimitation des circonscriptions électorales. [...] La première partie de ce rapport présente le mandat de la Commission et sa composition. [...]La seconde partie du rapport énonce la proposition révisée de délimitation des circonscriptions électorales. Elle décrit la proposition révisée de délimitation, selon chaque région. »

FAMILLE

9. Beauchemin, Sophie. **Retombées économiques et sociales du Régime québécois d'assurance parentale : bilan de dix années d'existence.** Québec : Conseil de gestion de l'assurance parentale, 2016. 112 p.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2ngHMOT

« Le Régime québécois d'assurance parentale, c'est plus de 1,2 million de parents qui ont bénéficié d'un remplacement de revenu pour demeurer auprès de leur enfant et près de 750 000 nouveau-nés qui ont pu profiter de la présence de leurs parents au cours de leur première année de vie. [...] Au terme de dix années d'existence, il nous est apparu nécessaire d'aller au-delà de ces chiffres et de chercher à mieux comprendre le Régime sous l'angle des déterminants de la participation des parents et sous l'angle de ses retombées sur les familles du Québec et sur les milieux de travail. »

10. Lavallée, Carmen; Proulx, Daniel; Poirier, Éric. **Le Régime québécois d'assurance parentale : un système discriminatoire à l'endroit des enfants adoptés.** *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*. Vol. 46, no 1 (2016), p. 1-66.

« Le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) crée une distinction dans l'attribution du nombre de semaines assurées selon que le congé est demandé par des parents biologiques ou des parents adoptants. [...] Afin de répondre à cette question, les auteurs proposent de déplacer le foyer d'analyse traditionnellement placé sur les droits des parents pour le tourner vers les droits et l'intérêt supérieur des enfants. [...] En conséquence, les auteurs proposent une nouvelle façon de concevoir le régime plus respectueuse des droits de tous. »

PARLEMENTARISME

11. **L'argent caché des députés.** *L'OBS*. No. 2730 (1er mars 2017), p. 32-44.

« Des épouses, des frères, des enfants employés comme assistants parlementaires, des enveloppes de frais opaques, des conflits d'intérêts potentiels... Malgré la répétition des scandales, les députés demeurent les enfants gâtés de la République. Les abus continuent. »

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

12. Quesnel-Vallée, Amélie. **La saga des frais médicaux accessoires au Québec.** *Options politiques = Policy options*. 3 mars 2017.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2mkeCKG

« L'abolition des frais accessoires a mis un terme à un système injuste, mais elle impose de nouvelles responsabilités au gouvernement. »

13. Venne, Michel. **La fin de l'utopie citoyenne en santé.** *Le point en santé et services sociaux*. Vol. 12, no 4 (hiver 2016-2017), p. 8-11.

« La plus récente réforme sonne la fin de l'utopie citoyenne dans le domaine de la santé et des services sociaux. C'est le dernier acte d'une série de décisions qui, depuis le début des années 2000 et sous des gouvernements péquistes comme libéraux, ont eu pour effet de diminuer le pouvoir des citoyens et des groupes qui les représentent au sein du système. »

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

14. **Faites parler les mégadonnées.** *Gestion HEC Montréal*. Vol. 42, no 1 (printemps 2017), p. 38-81.

« Elles ont investi toutes les sphères d'activité ou presque… et aujourd'hui, les données se multiplient alors que leur cueillette, et surtout leur analyse, ont bel et bien commencé à transformer la gestion des entreprises et la relation client. Connu depuis quelques années, le big data, aussi appelé mégadonnées, n'en finit plus de livrer ses secrets et d'interpeller nombre de gestionnaires avisés. À force d'extraire de cette immense masse de données existantes des informations pertinentes qui ont tout du smart data en vertu des secrets qu'elles livrent et des utilisations qui en découlent, les données sont devenues intelligentes. »

SOINS DE FIN DE VIE

15. Martin, Sandra. **A Good Death : Making the Most of Our Final Choices.** Toronto: Patrick Creans Editions, 2016. 386 p.

« A Good Death is timely, engaging, and inspiring. In taking on our ultimate human right, award-winning jounalist Sandra Martin charts the history of the right-to-die movement here and abroad through the personal stories of brave campaigners like Sue Rodriguez, Brittany Maynard, and Gloria Taylor. Martin weighs the evidence from permissive jurisdictions such as the Netherlands, Oregon, California, Switzerland, and Québec, »

TRANSPORTS

16. Schepper, Bertrand. **CDPQ et le REM, un projet qui démantèle le réseau de transport en commun de Montréal.** Montréal : L'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), 2017. 15 p.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2lUbJEi

« Le Réseau électrique métropolitain (REM) et la nouvelle filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, CDPQ Infra, font couler beaucoup d'encre. […]Dans cette note socioéconomique, l'IRIS étudiera le modèle de financement de CDPQ Infra, puis les différents aspects du projet de REM. Nous verrons dès lors qu'il ne s'agit ici ni d'un partenariat public-privé (PPP), ni d'un projet de transport public efficace, mais bien d'une brèche ouvrant la porte à la privatisation du transport en commun au Québec. »

Pour obtenir un de ces documents, communiquez avec la Bibliothèque.

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, PARTIE 2

Haut

Accédez à ce numéro de la Gazette

LOIS 2017

112 Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 17 mars 2016

Liste des projets de loi sanctionnés (8 février 2017)

DÉCRETS ADMINISTRATIFS

101-2017 Exercice des fonctions de certains ministres

102-2017 Renouvellement de l'engagement à contrat du docteur Horacio Arruda comme sous-ministre adjoint au ministère de la Santé et des Services sociaux

103-2017 Renouvellement du mandat du docteur Horacio Arruda comme directeur national de santé publique

104-2017 Autorisation à la Municipalité de La Reine de conclure un accord de subvention avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine

105-2017 Autorisation à la Ville de Rivière-du-Loup de conclure un accord de contribution avec le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine

106-2017 Autorisation à l'Administration régionale Kativik de conclure une nouvelle entente de financement avec le gouvernement du Canada pour l'exercice financier2016-2017, dans le cadre du Fonds pour les compétences et les partenariats

107-2017 Approbation de l'Avenant n° 1 modifiant l'Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 (Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026)

108-2017 Modification au décret numéro 1329-2011 du 14 décembre 2011 concernant l'octroi d'une subvention maximale de 5 000 000 $ à CRB Innovations inc. pour le projet de construction d'une usine de démonstration de production d'éthanol cellulosique et de coproduits à Westbury

109-2017 Nomination de deux membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi

110-2017 Nomination de madame Yanick Laramée comme juge de la Cour du Québec

111-2017 Nomination de six membres du Tribunal administratif du Québec

112-2017 Renouvellement du mandat de Me David Sultan comme membre et vice-président de la Commission québécoise des libérations conditionnelles

113-2017 Engagement à contrat de monsieur Marc Dion comme sous-ministre du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

114-2017 Approbation des prévisions budgétaires du Centre de services partagés du Québec pour l'exercice financier 2016-2017

115-2017 Approbation de l'Avenant n° 1 à l'Entente sur le financement de mesures visant la réduction du coût de la vie au Nunavik

116-2017 Composition et mandat de la délégation québécoise au cinquième Sommet national des femmes autochtones qui se tiendra du 6 au 8 mars 2017

117-2017 Nomination de Me Guylaine Marcoux comme membre du conseil d'administration et présidente-directrice générale par intérim de la Société d'habitation du Québec

118-2017 Autorisation à la Ville de Montréal de conclure une convention de résiliation du permis n° 8160-019 avec Les Ponts Jacques Cartier et Champlain incorporée

119-2017 Versement d'une subvention maximale de 3 105 000 $ à Télé-Québec afin de contribuer au financement de TV5 Monde pour son exercice financier 2017.

121-2017 Insaisissabilité d'œuvres d'art et autres biens culturels ou historiques provenant de l'extérieur du Québec

122-2017 Versement d'une contribution financière de 12 000 000 $ au Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre pour l'exercice financier 2016-2017

123-2017 Majoration du régime d'emprunts du Québec dans le cadre du Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises afin d'augmenter l'encours autorisé de 6 000 000 000 $ à 9 000 000 000 $

124-2017 Création d'un compte à fin déterminée intitulé « Compte relatif au Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires »
125-2017 Octroi d'une subvention maximale de 2 000 000 $ au Conseil de l'industrie forestière du Québec au cours de l'exercice financier 2016-2017
126-2017 Octroi d'une subvention maximale de 2 700 000 $ au Conseil de l'industrie forestière du Québec au cours de l'exercice financier 2016-2017
127-2017 Octroi d'une subvention maximale de 4 000 000 $ à FPInnovations au cours de l'exercice financier 2016-2017
128-2017 Somme portée au crédit du volet aménagement durable du territoire forestier du Fonds des ressources naturelles
129-2017 Octroi d'une subvention maximale de 13 000 000 $ à FPInnovations au cours de l'exercice financier 2016-2017
130-2017 Modification au décret numéro 203-2016 du 23 mars 2016 concernant la nomination et la rémunération des membres du comité de la rémunération des juges
131-2017 Nomination et rémunération d'un membre du comité de la rémunération des juges
132-2017 Niveau d'emploi de la présidente en chef, du président en chef adjoint et des présidents de conseil de discipline du Bureau des présidents des conseils de discipline
133-2017 Approbation d'une entente modifiant l'Entente sur le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada
134-2017 Approbation de la Déclaration portant sur la francophonie canadienne entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Colombie-Britannique
135-2017 Approbation de l'Accord de coopération et d'échanges entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Colombie-Britannique en matière de francophonie
136-2017 Modification au décret numéro 579-2016 du 22 juin 2016 relatif à une autorisation au Centre de la francophonie des Amériques relativement à des dons ou des legs
137-2017 Autorisation à la Régie de l'assurance maladie du Québec de conclure un accord avec L'Association québécoise des pharmaciens propriétaires relatif aux coûts d'opération de la communication interactive avec les pharmacies
138-2017 Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 132, également désignée route de la Mer, située sur le territoire de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flavie
139-2017 Acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 291, également désignée rue Principale Nord et rue Principale Sud, d'une partie des chemins Taché Est et Taché Ouest et du ponceau n° 167610, au-dessus du cours d'eau au Sud du Village, sur la rue Principale Sud, situés sur le territoire de la municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup
140-2017 Maintien des services essentiels en cas de grève dans certains services publics
141-2017 Soustraction, en partie, de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail de l'application de la Loi sur les infrastructures publiques relativement au projet immobilier de son siège

Haut

Bonne lecture!

BIBLIOTHÈQUE
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

ÉDIFICE PAMPHILE-LE MAY
1035, RUE DES PARLEMENTAIRES
QUÉBEC (QUÉBEC) G1A 1A3
TÉL. : 418 643-4408
bibliotheque@assnat.qc.ca
assnat.qc.ca/mediassociaux

* Si vous ne souhaitez plus recevoir cette publication, il suffit de nous en aviser par **courriel**.